ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, le 18 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 3 août 1950, a donné en sa séance du 8 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 18e Juli 1950 door de Minister van Economische Zaken en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "besluit van de Regent tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 Mei 1919, houdende algemene politieverordering op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven", zoals door de Minister de 3e Augustus 1950 gewijzigd, heeft ter zitting van 8 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

L'arrêté royal du 5 mai 1919,auquel le projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat apporte des modifications, a déjà été modifié antérieurement par les arrêtés royaux des 15 janvier 1924, 25 février 1925 et 14 mai 1934 et par la loi du 19 août 1948.

Le Conseil d'Etat a examiné le texte avec le souci de faciliter la consultation de la législation applicable,en éliminant dans la mesure du possible les difficultés inhérentes à la recherche du texte en vigueur. Là où le projet prévoyait la modification d'un texte ayant déjà fait l'objet de plusieurs modifications, il a reproduit l'entièreté des dispositions. La version néerlandaise de ces dispositions a été améliorée.

Ce procédé permet l'abrogation des arrêtés royaux des 15 janvier 1924, du 25 février 1925 et du 14 mai 1938, qui font, dans le texte proposé ci-après, l'objet d'un article abrogatoire.

Le titre du fonctionnaire compétent pour prendre certaines mesures, à savoir l'ingénieur en chef directeur de l'arrondissement minier,est remplacé aux articles que le projet modifie. Ce titre apparaît encore aux articles non modifiés.

Il conviendrait d'éviter cette discordance en insérant dans le projet un article qui remplacera aux articles non modifiés les mots "ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier" par "directeur divisionnaire du bassin minier". Tel est l'objet de l'article 7 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

./....

L'article 4 a omis de prévoir au B de l'article 7 bis qu'il insère dans l'arrêté du 5 mai 1919 les recours contre les dérogations qui y sont prévues.

Les autres modifications sont de pure forme et n'appellent pas de commentaire.

Elles ont été soulignées dans le texte joint au présent avis.

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, modifiées par les lois des 29 octobre 1919, 3 mars 1929 et 19 août 1948, par l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et par la loi du 29 mai 1949;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines, modifié par les arrêtés royaux des 15 janvier 1924, 25 février 1925 et 14 mai 1934 et par la loi du 19 août 1948;

Vu l'avis de la Commission nationale des mines;

./...

Vu les avis du Conseil d'Etat siégeant en section d'administration et en section de législation;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 mai 1919 est remplacé par la disposition suivante :

" Le directeur divisionnaire du bassin minier interviendra de la même manière auprès du gouverneur de la province, dès qu'il apprendra et constatera que les travaux souterrains ou une dépendance superficielle d'une mine, minière ou carrière souterraine sont de nature à compromettre ou compromettent la sûreté, la salubrité ou la commodité publiques.".

Article 2.-

L'article 3 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

" Les arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent pourront faire l'objet d'un recours, ouvert à toutes les parties intéressées, auprès du Ministre ayant les mines dans ses attributions.".

./.....

Article 3.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. En cas de danger imminent, soit au fond, soit à la surface, l'ingénieur des mines fera, d'après les dispositions qu'il jugera convenables et sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires pour qu'il soit paré à ce danger.

L'exécution de ces réquisitions est assurée à l'intervention soit du gouverneur de province, soit du commissaire d'arrondissement du ressort; ceux-ci prendront toutes mesures pour qu'il y soit donné suite sur le champ et, à cet effet, ils disposeront notamment de la police et de la gendarmerie.

Lorsque le danger imminent résulte d'une cessation collective et volontaire du travail ou d'un licenciement collectif du personnel, l'ingénieur des mines n'interviendra que lorsque les mesures prises en application de la loi du 19 août 1948, sur les prestations d'intérêt public en temps de paix, s'avèreront inopérantes.".

Article 4.-

Un article 7 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté.

"Article 7 bis. A. Le long des limites de chaque concession et sur toute la hauteur du gisement doit être réservé un massif inexploité ou esponte, d'au moins dix mètres de largeur. En cas d'amodiation, l'esponte est reportée à la limite de la partie amodiée.

./.....

Le directeur divisionnaire du bassin minier pourra autoriser l'exploitation d'une partie déterminée de cette esponte. L'autorisation ainsi accordée prévoira les mesures de protection jugées nécessaires et sera notifiée aux concessionnaires voisins qui pourront introduire un recours contre cette autorisation auprès du Ministre ayant les mines dans ses attributions.

B. Toute exploitation est interdite à moins de cinquante mètres de distance, mesurée verticalement, sous la surface du sol.
Des dérogations à cette interdiction pourront être accordées par le directeur divisionnaire du bassin minier, sauf recours des propriétaires de la surface auprès du Ministre ayant les mines dans ses attributions.

C. Le directeur divisionnaire du bassin minier peut interdire toute exploitation sous les morts-terrains à moins d'une distance à fixer suivant les conditions particulières de chaque concession ou partie de concession.
Des recours contre ces décisions sont ouverts aux exploitants auprès du Ministre ayant les mines dans ses attributions.".

Article 5.-

Un article 7 ter,rédigé comme suit,est inséré dans le même arrêté :

"Article 7 ter.- Tous les travaux d'une mine devront être conduits suivant un plan général d'exploitation qui sera communiqué,chaque année, au directeur divisionnaire du bassin minier.

Ce programme sera remis avant le 1er décembre de chaque année, accompagné des plans et croquis nécessaires pour en faciliter la compréhension.

./.....

Toute modification notable apportée à ce programme sera préalablement communiquée au même fonctionnaire; en cas d'urgence, cette communication sera faite dans les huit jours de la modification.".

Article 6.-

L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 janvier 1924, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 8. § 1er. Sont soustraites au régime des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les dépendances des mines, minières et carrières souterraines, qu'elles soient établies ou non au voisinage du siège d'exploitation, ou, dans le cas des mines, qu'elles se trouvent ou non dans le périmètre de la concession. Ces dépendances comprennent notamment avec les moteurs y installés, les dépôts de matières stériles, les ateliers de préparation et de lavage des charbons et des minerais, les ateliers pour le travail des produits des carrières, les forges et ateliers de réparation des outils et du matériel de l'exploitation, les charpenteries et menuiseries, les lampisteries à l'exception de celles où l'on manipule des essences inflammables, les magasins servant de dépôts de bois, d'huiles fines et d'autres substances nécessaires à l'exploitation à l'exception des explosifs et des essences inflammables.

§ 2. L'installation de toute dépendance nouvelle, de même que l'exécution de toute modification importante à une dépendance existante, que cette modification s'applique à l'étendue même de la dépendance ou à la nature des opérations qui s'y effectuent, devra être précédée d'une déclaration faite au gouverneur de la province.

Cette déclaration comportera une description complète de la dépendance à installer ou de la modification à apporter et précisera les opérations qui seront effectuées.

./.....

Elle sera accompagnée d'un plan dressé à l'échelle du plan cadastral de la localité et indiquant l'emplacement de la dépendance à installer ou à modifier ainsi que tous les bâtiments et voies publiques situés à moins de 100 mètres de cet emplacement.

Cette déclaration sera transmise au directeur divisionnaire du bassin minier lequel pourra, éventuellement, proposer des mesures propres à empêcher que la sûreté , la salubrité ou la commodité publiques ne soient compromises.

Il sera donné acte de cette déclaration dans le mois de sa réception; cet acte qui vaudra autorisation, mentionnera, le cas échéant, les conditions à observer.

Les conditions imposées pourront faire l'objet d'un recours auprès du Ministre ayant les mines dans ses attributions.

§ 3. L'exploitation des dépendances sera subordonnée aux prescriptions d'un règlement spécial, indépendamment de celles faisant l'objet de règlements concernant les appareils à vapeur, les installations électriques et les explosifs.".

Article 7.-

A l'article 1er, alinéa 1er, à l'article 2, alinéa 2, à l'article 5, alinéa 1er et à l'article 6 du même arrêté, les mots "l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier" ou "ingénieur en chef-directeur des mines" sont remplacés par les mots "le directeur divisionnaire du bassin minier.

./.....

Article 8.-

Les arrêtés royaux du 15 janvier 1924, du 25 février 1925 et du 14 mai 1934 sont abrogés.

Article 9.-

Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL:

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

Het koninklijk besluit van 5 Mei 1919, waarin het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van besluit wijzigingen brengt, is reeds vroeger gewijzigd door de koninklijke besluiten van 15 Januari 1924, 25 Februari 1925 en 14 Mei 1934 en bij de wet van 19 Augustus 1948.

Bij het onderzoek van de tekst heeft de Raad van State er naar gestreefd het naslaan van de toepasselijke wetgeving te vergemakkelijken door de moeilijkheden, aan het opzoeken van de geldende tekst verbonden, zoveel mogelijk uit te schakelen. Waar het ontwerp de wijziging voorschreef van een tekst die reeds herhaaldelijk is gewijzigd, heeft hij de bepalingen in hun geheel overgenomen. In de Nederlandse versie van deze bepalingen werden enige verbeteringen aangebracht.

Derwijze is het mogelijk de koninklijke besluiten van 15 Januari 1924, 25 Februari 1925 en 14 Mei 1938 op te heffen; daarin is in de hierna voorgestelde tekst door een opheffingsartikel voorzien.

De titel van de ambtenaar die bevoegd is tot het nemen van bepaalde maatregelen, namelijk de hoofdingenieur-directeur van het mijnarrondissement, wordt in de door het ontwerp gewijzigde artikelen vervangen. In de niet gewijzigde artikelen is die titel gebleven.

Dat verschil in benaming kan worden vermeden door in het ontwerp een artikel in te voegen waarbij de benaming "hoofdingenieur-directeur van het mijnarrondissement" in de niet gewijzigde artikelen wordt vervangen door "afdelingsdirecteur van het mijnbekken". Daartoe strekt artikel 7 van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

In artikel 4 is onder B van artikel 7 bis, dat het in het besluit van 5 Mei 1919 invoegt, het beroep ten aanzien van de daarin bepaalde afwijkingen te voorzien.

.../...

De andere wijzigingen betreffen enkel de vorm en behoeven geen commentaar.

Zij zijn in de bij dit advies gevoegde tekst onderstreept.

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 Mei 1919 houdende algemene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de bij koninklijk besluit van 15 September 1919 gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gewijzigd bij de wetten van 29 October 1919, 3 Maart 1929 en 19 Augustus 1948, bij het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 en bij de wet van 29 Mei 1949;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 Mei 1919 houdende algemene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 Januari 1924, 25 Februari 1925 en 14 Mei 1934 en bij de wet van 19 Augustus 1948;

Gelet op het advies van de Nationale Mijncommissie;

Gelet op de adviezen van de Raad van State, zitting houdend in afdeling administratie en in afdeling wetgeving;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 5 Mei 1919 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De afdelingsdirecteur van het mijnbekken zal zich op dezelfde wijze tot de gouverneur van de provincie richten, zodra hij verneemt en vaststelt dat de ondergrondse werken of een bovengrondse aanhorigheid van een mijn, ondergrondse groeve of graverij,de openbare veiligheid, gezondheid of geriefelijkheid in gevaar brengen of kunnen brengen.".

Artikel 2.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

" Tegen de besluiten ter uitvoering van het vorige lid genomen, kan door alle belanghebbende partijen beroep worden ingesteld bij de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren.".

Artikel 3.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 4 Bij dringend gevaar hetzij ondergronds, hetzij bovengronds, zal de mijningenieur,op de hem gepast voorkomende wijze en op zijn verantwoordelijkheid, de nodige opvorderingen doen om dat gevaar te weren.

.../...

Die opvorderingen worden uitgevoerd door tussenkomst van de provinciegouverneur of van de arrondissementscommissaris van het gebied, die alle maatregelen nemen opdat er onverwijld gevolg worde aan gegeven en die daartoe namelijk over politie en rijkswacht beschikken.

Is het dreigend gevaar het gevolg van een collectieve en vrijwillige stopzetting van het werk of van een collectieve afdanking van het personeel, dan treedt de mijningenieur pas op wanneer de maatregelen, genomen bij toepassing van de wet van 19 Augustus 1948 betreffende de prestaties van algemeen belang in vredestijd, onwerkzaam zullen blijken.".

Artikel 4.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 7 bis ingevoegd dat luidt als volgt :

" Artikel 7 bis. A. Langsheen de grenzen van elke concessie en op de gehele hoogte van het mijnveld moet een onontgonnen massief of grensmuur van ten minste tien meter dik worden behouden. Bij verpachting wordt de grensmuur naar de grens van het verpachte gedeelte verlegd.

De afdelingsdirecteur van het mijnbekken kan het afbouwen van een bepaald gedeelte van deze grensmuur toestaan. De aldus verleende machtiging bevat de nodig geachte beveiligingsmaatregelen en er wordt schriftelijk kennis van gegeven aan de buur-concessionarissen die bij de Minister, tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren, tegen die machtiging beroep kunnen instellen.

B. Alle winning op minder dan vijftig meter diepte, verticaal gemeten, onder het grondoppervlak is verboden.
Afwijkingen van dit verbod kunnen door de afdelingsdirecteur van het mijnbekken worden toegestaan, behoudens beroep der eigenaars van het oppervlak bij de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren.

.../...

C. De afdelingsdirecteur van het mijnbekken kan elke winning onder het dekgesteente op een kleinere afstand dan die welke volgens de bijzondere voorwaarden van iedere concessie of deel van concessie dient te worden bepaald, verbieden. Beroep tegen die beslissingen kan door de exploitanten worden ingesteld bij de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren.".

Artikel 5.-

Een artikel 7 ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd:

" Artikel 7 ter. Alle werken van een mijn moeten worden uitgevoerd volgens een algemeen winningsplan dat jaarlijks aan de afdelingsdirecteur van het mijnbekken wordt medegedeeld.
Dit plan moet vóór de 1ste December van elk jaar worden overgelegd, samen met de plans en schetsen die nodig zijn om het gemakkelijker te begrijpen.
Elke merkelijke wijziging die aan dit plan wordt aangebracht, zal vooraf aan dezelfde ambtenaar worden medegedeeld; bij hoogdringendheid zal deze mededeling binnen acht dagen na de wijziging worden gedaan.".

Artikel 6.-

Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het / koninklijk besluit van 15 Januari 1924, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 8. § 1. Niet onder de toepassing van het stelsel der als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen vallen de bijhorigheden der mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, al dan niet nabij de bedrijfszetel gelegen, of, in geval het een mijn is, binnen dan wel buiten de omtrek van het mijnveld. Deze bijhorigheden omvatten inzonderheid, naast de daarin geplaatste motoren, de afvalbelten, de werkplaatsen waarin

.../...

steenkool en erts worden toebereid of gewassen, de werkplaatsen waarin steengroefproducten worden bewerkt, de smidsen en de werkplaatsen waarin gereedschap of exploitatiematerieel wordt hersteld, de timmerwinkels en schrijnwerkerijen, de lampenkamers met uitzondering van die waarin men ontvlambare vluchtige oliën behandelt, de magazijnen dienend als opslagruimten van hout, vette oliën en andere voor de exploitatie nodige stoffen met uitzondering van de springstoffen en van de ontvlambare vluchtige oliën.

§ 2. Het oprichten van elke nieuwe bijhorigheid, alsmede het uitvoeren van elke belangrijke wijziging aan een bestaande bijhorigheid, of bedoelde wijziging betrekking heeft op de uitgestrektheid zelf der bijhorigheid dan wel op de aard der werken daarin verricht, moeten voorafgegaan worden door een verklaring aan de provinciegouverneur.

Deze verklaring omvat een volledige beschrijving der op te richten bijhorigheid of der toe te brengen wijziging,; zij vermeldt nauwkeurig welk werk daarin zal worden verricht.

Een begeleidend plan, opgemaakt op de schaal van het plaatselijk kadastraal plan, duidt de plaats aan der op te richten of te wijzigen bijhorigheid, alsmede van alle gebouwen en openbare wegen staande of gelegen op minder dan 100 meter afstand.

Bedoelde verklaring wordt overgemaakt aan de afdelingsdirecteur van het mijnbekken. Deze mag, in voorkomend geval, maatregelen voorstellen die kunnen beletten dat de openbare veiligheid, gezondheid of geriefelijkheid in gevaar worden gebracht.

Van deze verklaring wordt binnen de maand der ontvangst akte gegeven; deze akte, die als vergunning geldt, vermeldt, in voorkomend geval, aan welke vereisten er dient voldaan.

Tegen de gestelde voorwaarden kan beroep worden ingesteld bij de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren.

.../...

§ 3. De exploitatie van de bijhorigheden zal onderworpen worden aan de voorschriften van een bijzondere verordening, onafhankelijk van die welke voorkomen in verordeningen op de stoomtoestellen, de electrische installaties en de springstoffen,".

Artikel 7.-

In artikel 1, eerste lid, in artikel 2, tweede lid, in artikel 5, eerste lid, en in artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "de hoofdingenieur, bestuurder van de mijnkring" vervangen door "de afdelingsdirecteur van het mijnbekken".

Artikel 8.-

De koninklijke besluiten van 15 Januari 1924, 25 Februari 1925 en 14 Mei 1934 worden opgeheven.

Artikel 9.-

Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : De Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	D. DECLEIRE, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	H. PIERLOT, J. VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Economische Zaken en Middenstand.

Le 1950.

De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.